

## BRUXELLES ATTEND JOHN KERRY SUR LA QUESTION ALGÉRIENNE

## 17 avril des chancelleries

**Les Européens ne sont pas dupes. Ils savent que John Kerry est à Alger pour en savoir un peu plus sur l'après-17 avril.**

**De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari**

L'UE et les USA sont tout de même parvenus à une évidente conclusion. Bouteflika reconduit ne gouvernera pas, tout au plus il régnera encore quelques moments si tant est qu'il le puisse. Les rapports qui parviennent aux chancelleries occidentales sont clairs et sans appel.

Les électeurs-décideurs algériens sont à la recherche d'une solution pour l'après-avril.

Immédiatement, quelques semaines ou quelques mois juste après l'examen blanc de la présidentielle qui est, dans le chef des Etats occidentaux et de l'Otan, affaire réglée. Pourtant, des inconnues demeurent. Ouyahia sera-t-il accepté par le pouvoir — les pouvoirs — actuel en



John Kerry.

Photo : DR

Algérie ? Hamrouche ? Il semble que son intronisation ait été écartée. Qui d'autre ?

Mettre ou remettre Benflis en pole position en lui permettant de récolter ses voix lors du scrutin actuel pour mieux le faire passer au moment opportun ? Cette éventualité deviendra réalité selon des gorges profondes bruxelloises dès la dynastie Bouteflika et les clans gouvernant autour démantelés, ce qui devrait, selon elles, se réaliser assez rapidement.

Le coordinateur de cette opération est selon toute vraisemblance Ouyahia, installé au Palais pour cette mission essentielle. D'autres hypothèses d'Etats affirment, mordicus, que l'Algérie ne pourra pas faire l'impasse sur une élection ouverte, à tout le moins, semi-ouverte d'ici peu et sous peine d'être définitivement

declassée alors même que le pays est une valeur sûre au plan énergétique, de la lutte contre le terrorisme et de par sa position géostratégique. Les maîtres du monde, la Russie en plus concernant le dossier algérien, ne se risqueront pas à se laisser enfermer par une succession verrouillée, trop peu crédible et difficilement vendable.

Ouyahia ferait les frais de cette analyse et Benflis en bénéficierait.

D'aucuns, ici, estiment même que l'annonce de Bouteflika de postuler à un quatrième mandat ne bénéficierait pas même du soutien de la France jugée jusqu'à cette date acte de candidature bouteflikien, comme le soutien le plus sûr du clan présidentiel. Selon des versions européennes portées par des sources traditionnellement proches des

milieux décisionnels de l'UE, Paris ne souhaite pas — plus — mettre tous ses fers au seul feu de Bouteflika. Trop risqué vu son lourd handicap physique et mental. Des médecins hexagonaux consultés par l'Elysée ont jugé le taux de probabilité d'un exercice de la fonction (présidentielle) par Bouteflika trop faible, extrêmement faible.

John Kerry en Algérie est donc une source d'inspiration réelle pour les 28 Etats membres. Pour plusieurs raisons. La première étant que les Allemands et les Britanniques ne souhaitent plus un parrainage excessif français sur la question algérienne. La seconde a trait au fait que la plupart des Etats membres de l'UE sont politiquement et mentalement plus proches des USA que de la France. Les ex-Baltiques, les ex-

Est (Pologne, Tchéquie, Hongrie, Slovaquie) et les ex-Balkans sont méfiants des expertises françaises sur beaucoup de dossiers dont celui relatif à l'Algérie. François Hollande lui-même, murmure-t-on à Bruxelles, se serait fait une nouvelle religion algérienne.

Il se pliera au consensus américano-européen. D'un mot, il ne privilégiera pas telle ou telle candidature mais seulement et seulement les intérêts de la France. Trop affaibli dans son pays, l'actuel locataire de l'Elysée ne prendra pas les armes pour le maintien coûte que coûte de Bouteflika. Cependant, tout indique à Bruxelles que le 17 avril passé, l'Algérie cherchera une alternative à Bouteflika. John Kerry apportera des éléments de réponse.

L'UE n'est pas naïve pour autant. Elle sait que rien ne filtrera du sentiment américain, du moins pas pour l'instant. Elle attendra encore que Kerry en discute avec Obama, ce dernier consultant les grands décideurs de son pays avant que Washington n'indique le chemin à suivre.

Ou à ne pas suivre. La question algérienne risque d'être à l'ordre du jour des puissances occidentales d'ici peu, sans que les Algériens n'en sachent rien. Il aurait, pourtant, suffi de permettre une élection plus ou moins acceptable. Pour cela, il est vrai, Bouteflika n'aurait pas dû se présenter. C'est une autre histoire.

A. M.

## GHOUL ET BENYOUNÈS

## À TIZI-OUZOU :

## «Après le 17, on s'expliquera...»

C'est au binôme Ghoul-Benyounès qu'est revenue la charge de s'en aller plaider auprès des Tizi-Ouziens, avant Sellal et Ouyahia la semaine prochaine, la cause du grand absent de la campagne.

Un meeting sans anicroche, même si quelques dizaines d'anti-4<sup>e</sup> mandat se sont fait bien entendre, aux alentours de la grande salle de la maison de la culture Mouloud-Mammeri, avant que les patrons du TAJ et du MPA n'entrent en scène prêcher les vertus de ce nouveau mandat que convoite Bouteflika dont «le cerveau fonctionne mieux que celui de ceux qui veulent lui faire barrage», si l'on doit se fier à Amara Benyounès qui a pris le relais de son ami Amar Ghoul qui, lui, s'est chargé surtout de louer la Kabylie, à travers son histoire et ses hommes, avant de dire son constat sur le retard dans le développement qu'accuse la wilaya de Tizi-Ouzou.

Ce n'est que vers la fin de sa demi-heure de discours qu'il s'est voulu un peu politique en clamant que «la solution n'est ni dans le boycott, ni dans la transition. Tout doit se faire à travers les urnes».

Ce sont ceux-là mêmes qui feront l'essentiel du sujet de l'intervention d'Amara Benyounès qui, lui, a décidé de jeter dans le même sac tous ceux qui ne veulent pas d'un 4<sup>e</sup> mandat.

Hommes politiques, journaux et journalistes, tous autant qu'ils sont, il s'expliquera avec eux au lendemain du 17 avril, a-t-il promis.

M. Azedine

## COUVERTURE MÉDIATIQUE ÉTRANGÈRE DE LA PRÉSIDENTIELLE

## Il est loin l'intérêt d'antan

**On ne le dira jamais assez, la présidentielle du 17 avril prochain est nettement distincte des précédentes. Autre preuve de ce constat : l'«événement» ne semble pas en être un à l'étranger, notamment outre-mer.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir) -** Et pour cause, les journalistes étrangers ne se bousculent pas à nos portes cette fois-ci a contrario des précédentes échéances électorales de la même envergure.

Et même les chaînes de radio et de télévision et autres médias de la presse écrite étrangers accrédités dans le pays ne semblent pas trop emballés par le rendez-vous du 17 avril prochain, à telle enseigne qu'ils n'évoquent point ce dernier et quand ils le font, c'est de façon lapidaire.

Alors que par le passé, les médias étrangers, notamment français, prenaient le soin de «diligenter» leurs équipes de journalistes et autres reporters des jours, avant le jour J, ils ont préféré agir à l'économie, cette fois-ci, eux dont certains, par le passé, suivaient les divers candidats dans leurs périples à travers le pays dans le cadre de la campagne électorale.

Mais qu'est-ce qui explique ce soudain manque d'intérêt pour la

présidentielle prochaine ? C'est que, cette fois-ci, l'événement a perdu de sa «valeur» marchande avec une présidentielle la plus inédite dans l'histoire du pays, et dont l'issue est d'ores et déjà scellée. Point, donc, de suspense à même d'intéresser les médias étrangers.

D'où leur option d'attendre le dernier moment pour se limiter à «couvrir» l'événement le jour J et guetter l'après-17 avril avec de possibles développements que certains observateurs n'hésitent pas à entrevoir.

Surtout que nombre d'acteurs politiques et autres personnalités nationales s'inscrivent depuis longtemps dans la période post-présidentielle.

Mais il n'y aurait pas que cet aspect de la «chose», de «mauvaises langues» parlent de refus de visa à certains médias étrangers, en réaction au traitement de l'actualité nationale par d'autres médias de l'Hexagone.

Au ministère de la Communication, c'est motus



Photo : DR

Les chaînes de télévision étrangères peu emballées par l'élection algérienne.

bouche cousue, nos interlocuteurs, ceux qui ont daigné répondre, se sont contentés de nous inviter à consulter le site internet du département et aux dernières déclarations du premier responsables du secteur fort à propos. Des déclarations

«routinières» et de «circonstance» avec ces fameuses facilités qui seront offertes à la presse étrangère pour assurer la couverture de cet événement et une diffusion directe et en différé.

M. K.